Périodicité : trimestrielle
N° d'agrégation : P916854
Bureau de dépôt : BXL-X

bpost
PB-PP | B-00000
BELGIE(N) - BELGIQUE

# NUMERO 31

## APPRENDRE DE LA CRISE SANITAIRE POUR MIEUX LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS SCOLAIRES

ETIENNE JOCKIR

PAUVéRITé
Le trimestriel du Forum - Bruxelles contre les inégalités

# Introduction

À l'image de la société en général, l'école est profondément inégalitaire. Ce n'est pas une accusation, mais un constat, déjà ancien. La crise sanitaire que nous traversons actuellement ne fait probablement que renforcer ces inégalités. Cette crise étant vécue comme un *amplificateur* de réalités déjà présentes, elle peut aussi être une occasion à saisir, pour interroger nos pratiques de travailleurs sociaux et améliorer la qualité de nos services dans la lutte contre les inégalités scolaires.

Les centres psycho-médico-sociaux (CPMS)[1] sont des observatoires privilégiés de ces réalités. En tant qu'acteurs scolaires, nous sommes à la fois proches des réalités quotidiennes et régulièrement amenés à prendre de la distance par rapport aux établissements scolaires. Notre rôle, situé à l'*interface* entre les familles,les écoles et les spécialistes, de plus en plus nombreux, qui donnent leurs avis et font des recommandations aux uns et aux autres, est particulièrement important en ces moments de crise sanitaire.

Comment lutter efficacement contre les inégalités dans l'espace et le temps scolaire ? Comment l'action éducative et l'intervention psycho-médico-sociale peuvent-elles modestement contribuer à

1/ Les centres psycho-médico-sociaux sont des lieux d'accueil, d'écoute et de dialogue où le jeune et/ou sa famille peuvent aborder les questions qui les préoccupent en matière de scolarité, d'éducation, de vie familiale et sociale, de santé, d'orientation scolaire et professionnelle. Ils sont à la disposition des élèves et de leurs parents, dès l'entrée dans l'enseignement maternel et jusqu'à la fin de l'enseignement secondaire. Ils sont composés de psychologues, d'assistants sociaux, de logopèdes et d'infirmiers qui travaillent en équipe.

*Cette crise est une occasion à saisir pour interroger nos pratiques de travailleurs sociaux.*

l'accomplissement de cette mission centrale de l'école, alors même que les spécialistes nous rappellent sans cesse que l'ascenseur social ne fonctionne pas et que l'école demeure inégalitaire ? Comment rendre effectives les mesures d'aide que nous mettons en place ? En quoi les mesures prises dans le cadre de la crise sanitaire éclairent-elles d'un jour nouveau nos pratiques habituelles ? Comment articuler et rendre complémentaires le rôle de l'école et celui de la société dans cette lutte contre les inégalités, plus particulièrement dans l'espace urbain bruxellois ?

Dans cet article, nous développerons ce point de vue particulier, à l'*interface*, en examinant successivement les **approches politique, sanitaire, technologique et économique**, de manière à faire émerger quelques points de vigilance dans chacune des approches examinées, avant de les articuler en tenant compte de la *globalité* et la *complexité* de notre humanité.

Toutes ces questions ne peuvent se contenter de réponses simplistes. Lutter contre les inégalités, et singulièrement les inégalités scolaires, implique inéluctablement de tisser les différents enjeux dans un enchevêtrement complexe de réflexions et d'actions.

Nous espérons que le partage de notre expérience et de certains de nos points de repère et d'analyse vous permettront à votre tour de saisir la complexité des enjeux, d'interroger vos pratiques et d'ouvrir des pistes d'action renouvelées.

# 1. L'APPROCHE POLITIQUE

Tout au long de la *crise sanitaire*, une des polémiques politiques a porté sur l'urgence d'agir, certains préconisant des mesures « radicales, rapides et efficaces », d'autres privilégiant des actions « réfléchies, adaptées et proportionnelles ».

D'un côté, on insiste sur la gravité de la situation et le caractère impérieux des mesures à prendre : « chaque jour de perdu accroît le risque et le nombre de morts », « si nous n'intervenons pas rapidement les hôpitaux seront bientôt saturés », « il serait irresponsable de ne pas agir vite et fort », …

De l'autre, on questionne la pertinence des mesures : à quoi bon préconiser le port du masque, si les stocks ne sont pas suffisants ? À quoi bon garder ses distances, constituer des bulles, respecter un couvre-feu, qui nous assureraient une meilleure protection contre le virus, si c'est pour être coupé de sa famille et de ses amis au risque de mettre à mal notre santé mentale ? À quoi bon exister, si c'est pour vivre replié sur soi, sans moments conviviaux, sans relations sociales, sans pouvoir faire la fête ?

De même, de nombreux travailleurs sociaux qui se veulent proches des personnes et des réalités affirment qu'« en situation de précarité, réfléchir est un luxe ». Ils préconisent avant tout d'agir, là où d'autres soulignent l'inefficacité des mesures prises dans la précipitation.

Pour les uns, les besoins sont là. Il est primordial de passer à l'acte

pour aller à la rencontre des personnes et de leurs besoins : donner à manger à celui qui a faim, un toit à celui qui est sans abri, protéger ceux qui vivent dans l'insécurité, apporter de l'affection à ceux qui sont isolés, enseigner à ceux qui sont analphabètes, illettrés ou sous informés, lutter contre les inégalités scolaires, rendre acteurs ceux qui sont privés d'emploi ou de leurs droits, offrir loisir et repos à ceux qui n'en disposent pas, permettre à chacun de s'exprimer… À l'école, nombreux sont ceux qui organisent des remédiations afin d'éviter tout retard scolaire aux plus fragilisés de leurs élèves, qui veillent à fournir des ordinateurs à ceux qui n'en ont pas, qui proposent des lieux d'écoute et de parole pour « décharger » le stress ou l'angoisse, qui sont soucieux de maintenir le lien avec leurs élèves en période de confinement via SMS, téléphone, courriel ou vidéoconférence…

Les autres souligneront l'inefficacité de nombreuses mesures prises dans la précipitation. À quoi bon se précipiter pour venir en aide à celui qui s'enfonce dans les sables mouvants, si c'est pour s'enfoncer avec lui ? À quoi bon foncer pour soutenir une personne atteinte du covid, si c'est pour être contaminé ? À quoi bon fournir un ordinateur à un élève, s'il n'est pas dans les conditions nécessaires et suffisantes pour s'en servir pour le travail scolaire en distanciel ? À quoi bon protéger la santé physique des gens, si cela se fait au détriment de leur santé mentale ? À quoi bon fermer certains magasins, si cela provoque une ruée vers d'autres et augmente ainsi le risque de contamination ? À quoi bon fermer les écoles, si c'est quand même pour que les jeunes fassent éclater leurs bulles et se retrouvent dans les parcs, dans les espaces publics voir dans des espaces privés (« lockdown parties ») ? Mieux vaut donc réfléchir avant d'agir, afin d'éviter les effets pervers parfois plus importants que les mesures elles-mêmes.

Comment ne pas donner raison aux premiers, « acteurs » soucieux du concret et de l'efficacité de leur travail et de leurs combats ? Les personnes sont là devant nous, sous nos yeux, leurs besoins sont criants

*Lutter contre les inégalités implique tout à la fois de réfléchir nos actions et d'agir nos réflexions.*

et leur souffrance bien visible. Ils ne peuvent attendre. C'est ici et maintenant qu'il faut agir.

Comment ne pas donner aussi raison aux seconds, « penseurs » soucieux de prendre du recul, afin de créer les conditions d'une action utile et efficace avant d'agir concrètement ?

Pourquoi opposer les uns aux autres, l'activité des uns pouvant compléter celle des autres et inversement ? Notre travail d'intervenant PMS ne consiste-t-il pas dès lors en un mouvement incessant de l'un à l'autre sans que nécessairement l'un précède l'autre ?

Se précipiter pour sauver celui qui s'enfonce dans les sables mouvants est risqué et peu efficace, mais prendre le temps de réfléchir à ce qui pourrait être entrepris peut s'avérer tout aussi périlleux. Il s'agit dès lors tout à la fois d'être en lien (proximité) avec la personne en difficulté (pour la rassurer et éviter ainsi qu'elle ne s'agite et ne s'enfonce encore plus vite) et, *dans le même mouvement*, d'aller chercher une perche qui va nous permettre d'entrer en contact, tout en gardant de la distance. La nature et la qualité de la perche vont par conséquent être essentielles.

Lutter contre les inégalités implique tout à la fois de *réfléchir nos actions et d'agir nos réflexions*. Le présent article s'inscrit résolument dans cette perspective et ne peut être dissocié — sous peine de perdre sens — des actions concrètes qui le sous-tendent. En tant que Centres PMS, acteurs psycho-médico-sociaux de première ligne, nous sommes d'abord et avant tout des « agissants ». Mais notre capacité à prendre du recul par rapport à nos pratiques nous amène à poser un regard singulier à l'interface entre le vécu des familles, le professionnalisme des acteurs scolaires, les recommandations des experts et les déci-

sions politiques. Cette position d'interface est essentielle pour comprendre (réflexion) et guider nos interventions (action) auprès des plus fragilisés.

Comment sensibiliser les uns aux vécus des autres ? Comment tisser des liens d'humanité entre les inquiétudes des uns et les enthousiasmes des autres, entre la volonté d'agir des uns et le souci d'efficacité des autres ? Comment aider les uns et les autres à prendre conscience de leur destin commun ? Les écoles et les communautés éducatives sont le terreau de la société de demain. L'école des solidarités ouvre le champ des possibles et offre de réelles perspectives d'avenir, là où l'école des concurrences oppose les uns aux autres dans un combat stérile.

# 2. L'APPROCHE SANITAIRE

Avec l'apparition du virus et tenant compte de sa vitesse de propagation, il est très vite devenu urgent d'agir. L'école a été rapidement impactée, les mesures sanitaires se succédant à un rythme accéléré : distanciation sociale, gel hydroalcoolique et nettoyage des mains, création de « bulles-classes », enseignement à distance ou hybride, aération des classes, dépistage, fermeture de classes et/ou d'écoles, allongement des périodes de vacances et mise à l'arrêt de notre système d'enseignement.

Prenons le temps d'analyser ces mesures et leur mise en œuvre. Cela nous permet de dégager des points de repère, d'ouvrir quelques pistes qui peuvent éclairer notre réflexion, et donc notre action, dans la lutte contre les inégalités scolaires.

Deux élèves, enfants ou adolescents, vivant au même moment dans la même classe, dans la même école et, plus globalement, dans le même système scolaire et dans la même société, ne vivent pas pour autant dans le même monde. Ils font face à la même crise sanitaire, mais leurs vécus et leurs ressentis sont très différents. Pour certaines familles, la crise sanitaire est bien moins significative que d'autres expériences déjà vécues, telles que la guerre ou l'exil. Le risque de contamination est probablement vécu de façon moins préoccupante par les parents qui ne savent pas ce qu'ils vont donner à manger à leurs enfants ce soir, ou par celui dont la santé est déjà précaire. Les recommandations des experts et les décisions politiques sont elles aussi perçues et vécues de manière très variable : la distanciation sociale à l'école pose problème à certains élèves, alors que d'autres s'en accommodent très bien. Le

nettoyage des mains est très rapidement devenu un réflexe pour certains alors que d'autres s'en désintéressent. L'enseignement à distance a aidé certains à se concentrer, mais a perturbé le rythme de sommeil d'autres. Les incertitudes liées à la gestion du virus ont généré du mal-être, du stress et/ou de la colère chez certains, là où d'autres les vivent plus sereinement.

*Les mesures sanitaires affectent la qualité des relations et rendent difficile l'alliance famille-école.*

Prenons le port du masque comme exemple, et examinons les questions et les réactions qu'il suscite. À l'école, *les inégalités* — qu'elles soient sociales, économiques ou scolaires — *affectent les corps* : l'habillement, la corpulence, la distance aux normes d'hygiène. Elles reflètent la précarité des familles et sont une cause fréquente de stigmatisation, là où, pour d'autres, l'apparence vestimentaire et corporelle représente, au contraire, une source de profits symboliques et un moyen de distinction. C'est particulièrement vrai à l'adolescence quand la confrontation au regard des autres rend ces signes distinctifs encore plus sensibles, d'autant plus lorsqu'ils sont situés en plein milieu du visage, du visible... Le type de masque porté (jetable, de fabrication industrielle ou fait maison, cousu dans des tissus de plus ou moins bonne qualité, avec ou sans sigle d'une société, d'une association ou d'une cause…) en est le meilleur exemple. Il peut parfois être une clé de lecture de l'enthousiasme (fierté) ou du refus (honte) de le porter. De même, sans qu'il ne s'en rende toujours compte, le choix par l'enseignant du type de masque porté modifie la relation à ses élèves. Certains d'entre eux sont indifférents à cette question alors que, consciemment ou non, elle est centrale pour d'autres. Comme d'autres facteurs, le type de masque porté peut être vécu comme un signe d'inégalité.

Parmi les nombreuses autres conséquences des mesures sanitaires prises, relevons-en quelques-unes, à titre d'exemples :

- Papa ou maman n'accompagne plus l'enfant jusque *dans* l'école, le temps d'un entretien informel avec l'institutrice, mais le dépose *devant* la porte de l'école ;

- Le jeune ne peut plus serrer la main ou embrasser ses copains ou copines ;

- L'élève ne connaît pas le visage de son enseignant ;

- L'élève se vit parfois comme une menace potentielle pour son enseignant et/ou sa famille (risque de transmission du virus) ;

- De nombreux espaces conviviaux sont supprimés ou limités : cantine, accueil du matin, fêtes scolaires…

Tout cela affecte la qualité des relations et rend plus difficile l'alliance éducative famille-école, nécessaire à l'épanouissement des élèves. Chacun est invité à vivre dans sa bulle, mais l'élève est contraint de passer de l'une (la famille) à l'autre (l'école), constituant à chaque fois une menace potentielle de transmission du virus de l'une à l'autre. Les uns (parents/famille) et les autres (enseignants/école) sont invités à se faire confiance, mais comment construire cette *confiance*, alors que les possibilités de rencontres, qu'elles soient formelles ou informelles, sont limitées ?

Dans les familles, l'accueil des recommandations des experts et des décisions politiques varie significativement selon la situation vécue. Pour certaines, le télétravail et la présence régulière des enfants à la maison ont changé, sans la perturber, l'organisation de la vie quotidienne, pendant que d'autres ne savent plus comment procéder pour permettre à chacun de leurs membres de faire son travail dans des conditions suffi-

samment bonnes : l'espace manque, les bruits dérangent, la connexion internet ne fonctionne pas correctement, les esprits s'échauffent et les relations se détériorent. Et ce sont souvent les familles les plus fragilisées qui sont les plus impactées. Les inégalités augmentent. Les écarts se creusent.

Les enfants et les adolescents sont très réceptifs au climat anxiogène, que ce soit en famille, à l'école ou dans la société en général. Certains d'entre eux sont particulièrement perturbés par ce climat ambiant (il faut garder ses distances, sans cesse se laver les mains, mettre un masque, ne pas toucher/embrasser ses grands-parents…). L'anxiété générée par tous ces signaux inquiétants sans cesse ressassés provoque un sentiment de mal-être, des problèmes d'alimentation, des troubles du sommeil, facteurs dont on sous-estime l'importance dans les apprentissages.

Dans notre rôle d'interface, notre souci d'équipe pluridisciplinaire consistera à mettre en évidence la diversité des manières *singulières* de les vivre. Et, plus particulièrement, de permettre de tisser des liens, d'une part entre les écoles et les familles et, d'autre part, entre celles-ci et les experts et les décideurs politiques. Et notamment de permettre à ces derniers de *sentir* et de *comprendre* comment les familles et les élèves les plus précarisés vivent ces réalités, afin d'intégrer ces données dans leurs décisions et recommandations.

Le travail social ne peut se contenter d'appliquer une recommandation d'expert ou une décision politique. Il doit *disposer* du temps nécessaire pour accompagner les familles et leur permettre de s'approprier l'aide proposée. Il doit veiller à les *traduire* en actions pratiques et concrètes, adaptées à la singularité de la réalité vécue, et se faire suffisamment proche des personnes pour leur permettre de s'emparer de l'aide. Plus que jamais, *c'est un travail d'intelligence des singularités en situation.* Nous sommes donc à la fois des *traducteurs* et des *facilitateurs.*

# 3. L'APPROCHE TECHNOLOGIQUE

Les décideurs politiques, sur recommandation des experts, ont beaucoup misé sur l'enseignement à distance pour aider la mise en place des mesures sanitaires. À cette occasion, nombre d'écoles et d'enseignants ont découvert les possibilités liées aux nouvelles technologies. Sans nier l'apport de celles-ci, force est de constater qu'elles soulèvent plus de questions qu'elles n'apportent de réponses, particulièrement lorsqu'il s'agit d'interroger leur pertinence pour lutter contre les inégalités scolaires. Sans prétendre explorer tous les enjeux liés aux avancées technologiques consécutives à la crise sanitaire, relevons-en quelques-uns à la lumière de nos préoccupations.

Affirmer que chaque élève doit disposer de *matériel informatique* pour pouvoir suivre l'enseignement est une décision politique importante, mais non suffisante. Fournir un ordinateur ouvre à d'autres questions qui ne peuvent être laissées de côté : l'élève dispose-t-il de l'espace nécessaire pour s'installer avec un ordinateur ? Quelle est la qualité de la connexion internet (tenant compte du nombre de personnes qui doivent y accéder en même temps) ? L'enfant/le jeune sera-t-il livré à lui-même au moment de se connecter ou bénéficiera-t-il de la présence d'un adulte soutenant, cadrant et compétent ? Dans quelle mesure perturbera-t-il le fonctionnement familial et comment en tenir compte ? Notre responsabilité consiste à nous interroger et à déterminer les actions concrètes permettant la mise en œuvre effective de ces

*Il faut assurer à chaque élève un environnement favorable à l'apprentissage.*

et mesures, *dans* et *par* chaque famille, particulièrement les plus défavorisées d'entre elles. Il ne suffit pas de fournir un ordinateur, mais de prendre en compte (*com*-prendre) la situation dans toute sa complexité et d'assurer à chaque élève un environnement favorable à l'apprentissage. Plus même, il est essentiel de mettre les enfants et les parents en capacité d'assurer et d'assumer eux-mêmes cette responsabilité. La décision politique doit s'accompagner d'une prise en compte de chaque situation dans ce qu'elle a d'unique, ce qui — convenons-en — est un défi autrement plus *complexe*.

L'enseignement à distance ne pose aucun problème à certains jeunes dans leurs apprentissages. Mais, en même temps, il met d'autres élèves en grande difficulté. Il présente donc des avantages et des inconvénients. Seules une analyse et une compréhension approfondie des mécanismes en jeu permettront d'en faire une opportunité, en tenant compte de ses potentialités et de ses limites. Sans ce travail, on peut toutefois craindre que l'utilisation non réfléchie de l'enseignement à distance ne fasse que renforcer les inégalités scolaires.

Dans le même ordre d'idée, *l'enseignement hybride* (les élèves sont tantôt en présentiel, tantôt en distanciel) met en difficulté certains élèves dont les changements incessants mettent à mal les rythmes biologiques et/ou l'organisation de la famille. Un jour, il faut se lever plus tôt pour se rendre à temps à l'école, et, le lendemain, on peut commencer plus tard, car on est directement sur place ; un jour papa ou maman doit prendre congé ou télétravailler, et le lendemain pas, sans parler des changements incessants dans les décisions politiques ou suite à l'apparition d'un cas de covid dans la classe ou l'école. Aux familles déjà « précarisées », sans travail et sans revenu, viennent s'ajouter celles qui ont un boulot offrant peu de « souplesse », de capacités d'adap-

tation, et ne disposant dès lors pas toujours de la possibilité de télétravailler ou de prendre congé, ou d'un réseau social auquel faire appel.

Certains élèves vont jusqu'à affirmer que l'enseignement à distance les aide dans leur concentration et les oblige à se débrouiller tout seul, ne pouvant pas compter sur la présence de l'enseignant, là où d'autres ont du mal à s'organiser et ne se mettent au travail qu'après de longues heures de jeux vidéo, de réseaux sociaux ou de télévision.

Il y a donc des gagnants et des perdants.

Se centrer sur le vécu individuel serait toutefois réducteur. L'apprentissage se situe toujours au cœur d'un collectif (la classe/l'école), au cœur d'une relation entre un adulte et un jeune, mais aussi entre « pairs ».

L'élève apprend aussi et surtout en écoutant/regardant son condisciple agir et/ou en lui expliquant/montrant comment agir. La motivation de celui qui apprend renforce celle de celui qui montre/explique. Et réciproquement. La concentration de l'un aide l'autre à se concentrer à son tour. Les interactions sont motivantes et éclairantes. Les confrontations d'idées, de points de vue, de manière d'agir facilitent les découvertes et font émerger de nouveaux possibles. En isolant les individus, chacun chez soi, en lien via l'outil technologique, l'intelligence collective régresse, entrainant dans son sillage une régression des intelligences individuelles. Ce n'est pas seulement la socialisation qui régresse, c'est aussi la qualité des apprentissages, tant pour les plus doués ou les plus motivés que pour les autres. Le collectif est le lieu des apprentissages scolaires et si l'enseignement à distance n'empêche pas la collectivité, il rend celle-ci plus désincarnée et donc moins solidaire.

De plus, le clivage risque de se creuser, à l'occasion de cette communication à distance, entre les élèves assidus qui sollicitent régulièrement

*Ce n'est pas seulement la socialisation qui régresse, c'est aussi la qualité des apprentissages, tant pour les plus doués ou les plus motivés que pour les autres.*

leurs professeurs et apprécient ces échanges personnalisés, et ceux, déjà en difficulté scolaire, qui ont beaucoup moins recours à cette relation nouvelle et s'éloignent peu à peu.

À l'heure où certains experts prônent le modèle du capitalisme numérique comme nouvel horizon de la modernité, il semble sage de se fonder sur l'expérience actuelle qui révèle bien que la lutte contre les inégalités scolaires et l'individualisation pédagogique numérique ne sauraient se confondre. La lutte contre les inégalités scolaires passe par la construction d'un système éducatif démocratique, par la revalorisation même de l'idée d'un service public (au service de tous et prioritairement des plus fragilisés), fondé sur les intelligences collectives et la coopération, et non sur la concurrence de tous contre tous et la sélection sociale.

# 4. L'APPROCHE ÉCONOMIQUE

La crise sanitaire impacte toute la société et pas seulement l'école. L'**économie** et l'*emploi* sont eux aussi mis à mal, là aussi de manière très variable d'une famille à l'autre. Certains se sont retrouvés sans ou avec moins de revenus, et les aides mises en place n'ont pas toujours suffi à payer les frais fixes. D'autres ont vu leur charge de travail augmenter, avec des conséquences en termes de fatigue et de stress supplémentaires. Sans oublier ceux qui en ont tiré de substantiels bénéfices.

L'objet du présent article n'est pas d'examiner de manière approfondie ces réalités, mais de nous intéresser aux conséquences de celles-ci sur l'exercice de la fonction parentale et sur la scolarité des enfants.

La *disponibilité parentale* — et le sentiment de sécurité qu'elle génère — est un critère essentiel dans l'éducation et la réussite scolaire. Stabilité et précarité induisent une maîtrise très inégale du temps quotidien. La précarité, liée à l'instabilité professionnelle, se traduit bien souvent par l'absence de choix et la faiblesse des marges de manœuvre dans la conduite de l'existence, dans l'organisation du travail et de la vie quotidienne. Les parents « précarisés » sont souvent dépendants de soutiens institutionnels transitoires et sont contraints à une adaptation constante. La précarité et le dénuement contraignent le(s) parent(s) à subir non seulement leur parcours professionnel, mais aussi le temps qu'ils peuvent consacrer à l'éducation et à la scolarité de leur(s)

*Cette ouverture à d'autres possibles est contaminée par le sentiment confus que l'autre peut être une menace avant d'être une source d'enrichissement.*

enfant(s), sans oublier leur manque de disponibilité « mentale » et leur fatigue due à l'usure consécutive à la crise qui s'installe dans la durée. Comment gérer la présence des enfants, lors des périodes de confinement (test positif ou maladie d'un des membres de la famille), d'enseignement hybride ou en distanciel, de fermeture de classe ou d'école… ? Comment gérer l'espace familial de plus en plus encombré par la présence des enfants et des parents, alors qu'il est parfois très restreint ? Certes, toutes les familles sont confrontées à ces difficultés, mais de manière très inégale. A cela s'ajoute parfois la fragilité du réseau social sur lequel s'appuyer en cas de problème (isolement des familles).

À ces difficultés s'ajoutent les réalités matérielles : l'espace manquant, l'inconfort, l'insalubrité sont autant de limites quotidiennes et répétées que l'enfant intériorise. Le monde social est pour ces enfants un monde de contraintes matérielles, qui restreignent le champ des possibles, là où les milieux de vie à la fois confortables et spacieux ouvrent à une diversité d'expériences. Ces différences dans l'intériorisation de l'espace social sont encore exacerbées par la crise, dans la mesure où l'espace commun et partagé qu'est l'école est lui aussi réduit et mis à mal par les mesures sanitaires (distanciation sociale, travail en demi-classe, temps de présence réduit…). L'école n'est plus ce temps et cet espace où les élèves sortent de leur espace familial pour aller à la rencontre d'autres réalités, d'autres vécus que le leur et d'autres adultes que leurs parents. Cette ouverture à d'autres possibles est contaminée par le sentiment confus que l'autre peut être une menace avant d'être une source d'enrichissement. Le repli sur soi de certaines familles (honteuses d'elles-mêmes) se double d'un confinement où elles se tiennent/sont tenues à distance dans la mesure où elles se vivent/sont vécues comme représentant une menace sanitaire potentielle. La

*L'occupation partagée de l'espace peut contribuer activement à la réduction des inégalités.*

bonne volonté des enseignants et des travailleurs sociaux n'y change rien : les mesures sanitaires viennent résonner et faire écho à une intériorisation de l'espace social déjà-là, constituée de honte et de repli sur soi.

Et elles ne font que l'amplifier.

L'organisation du temps et de l'espace public devient dès lors une priorité. À Bruxelles, comme dans toutes les villes à forte densité de population, où l'espace est compté et donc réduit pour certains, il est essentiel de redonner vie et sens aux espaces communs, partagés, en faire des lieux d'échange et de rencontre, en s'appuyant sur le secteur associatif (lui aussi particulièrement dense), en associant les populations — et en particulier les plus précarisées —, en développant des approches plus participatives (associations de quartiers, maisons de jeunes, panels de citoyens…).

La gestion de l'espace public, dont l'école, doit être rendue aux citoyens, à ses occupants, et nous devons inventer des manières de mieux associer la population aux processus décisionnels, afin que les gens puissent donner sens aux mesures qui les concernent et se les approprier, pour qu'ils puissent aller à la rencontre des autres, à la fois dans ce qu'ils ont en commun et dans ce qui les différencie. L'occupation partagée de l'espace, régulée dans le respect des uns et des autres, peut constituer une occasion à saisir pour se découvrir dans nos réalités et perceptions respectives, et contribuer ainsi activement à la réduction des inégalités.

L'école est un de ces espaces communs, parmi d'autres. L'école n'est pas une île, séparée du continent que serait la société globale. Agir sur l'école, c'est agir sur la société. Et inversement.

# 5. VERS UNE APPROCHE HUMAINE ET COMPLEXE

*Par définition, l'urgence ne dure pas.*

Dans l'urgence, et tenant compte du degré d'impréparation du politique à cette situation, les raisons de santé publique l'ont emporté, y compris à l'école. Mais, par définition, l'urgence ne dure pas, elle est temporaire et doit être progressivement remplacée par une démarche à long terme, dont l'éducation est une des dimensions essentielles.

L'école doit réinventer sa place et tirer les leçons de ce qui s'est passé. Dans la lutte contre les inégalités scolaires, elle peut saisir l'occasion pour prendre du recul par rapport à ses actions et traduire ses réflexions en pratiques renouvelées.

Les enfants vivent au même moment, dans la même classe, dans la même école et, plus globalement, dans le même système scolaire et dans la même société, mais pas dans le même monde, écrivions-nous au début de cet article.

Prendre conscience de cette solitude, de la diversité des ressentis et des vécus, alors même que la crise est universelle, peut nous aider à ajuster nos pratiques professionnelles.

Il ne s'agit pas de rechercher des explications ou des coupables — dans le système scolaire ou ailleurs — mais de rejoindre ces élèves, au plus proche de leurs réalités, subjectivement vécues et ressenties, et, dans le même mouvement, prendre du recul, pour interroger nos pratiques, renforcer certains aspects de nos actions, voire en déployer des nouvelles, et, *in fine*, développer nos compétences professionnelles.

Une des missions essentielles de l'école est d'inscrire la singularité des trajectoires individuelles dans une histoire commune, et ainsi favoriser l'égalité de tous ses membres. Au-delà de nos solitudes, inéluctables, elle devrait inviter à la rencontre, faire de nos différences une richesse, construire des espaces partagés et des temps solidaires, des valeurs et des espérances communes.

Lutter contre les inégalités, et singulièrement les inégalités scolaires, implique de tisser des liens entre les différents enjeux dans un enchevêtrement complexe de réflexions et d'actions, de faire émerger quelques points de vigilance dans chacune des approches examinées (politique, sanitaire, technologique et économique[2]), avant de les articuler d'une manière qui aborde le sujet en tenant compte de la globalité et la complexité de notre humanité.

On a souvent conçu des mesures pour des familles traditionnelles. Face à ce constat, notre mission, en tant qu'agents des Centres PMS, et plus globalement celle de tous les travailleurs sociaux, n'est-elle pas :

- D'aider le politique à intégrer les réalités sociales et le vécu des personnes dans ses responsabilités décisionnelles en (sup) portant la parole des plus précarisés ;

2/ Parmi de nombreuses autres approches possibles non abordées dans le présent article : médiatique, culturelle, anthropologique…

Et, dans le même temps,

- D'aider à traduire concrètement les mesures prises et à faciliter leur mise en œuvre en les ajustant aux situations singulières ?

Ce double mouvement, dans un va-et-vient perpétuel, n'est-il pas constitutif du travail social dans son essence même, soucieux des personnes dans leur globalité et leur complexité, et leur commune et égale appartenance à l'humanité ?

Ce texte n'engage que ses auteurs et ne reflète pas nécessairement les positions du Forum – Bruxelles contre les inégalités. Les titres, intertitres et la structure du texte relèvent de choix éditoriaux du Forum – Bruxelles contre les inégalités.

Avec le soutien du CPAS de Saint-Gilles
et de la Commission communautaire française.

Editeur responsable: Nicolas De Kuyssche - Rue Fernand Bernier 40, 1060 Saint-Gilles - 02/600.55.66 - Graphisme: Gaëlle Grisard

Numéro **31**, Juin **2021**.

# PRÉSENTATION

“L’école n’est pas une île séparée du continent que serait la société globale.” Elle fait des promesses, souffre des mêmes travers et reproduit trop souvent les mêmes inégalités.

La crise sanitaire que nous traversons a amplifié des problématiques déjà existantes. Cela peut devenir une occasion d’interroger la pratique du travail social, pour apprendre à mieux lutter contre les inégalités, et plus singulièrement, les inégalités scolaires.

Situé à l’interface entre familles, écoles et spécialistes, les centres psycho-médico-sociaux (CPMS) sont des observatoires privilégiés de la réalité vécue. Etienne Jockir nous livre ici une perspective, qui tisse les enjeux, pour faire émerger des points de vigilance.
Par définition, l’urgence ne dure pas, et pour construire la société — et l’école — de demain, il faut à la fois « réfléchir nos actions » et « agir nos réflexions ».

## L’AUTEUR

Etienne Jockir est directeur du Centre PMS libre de Saint-Gilles 1. Formé en psychologie et en pédagogie, ainsi qu’en approche systémique et intervention institutionnelle, il est actif depuis plus de 15 ans dans le secteur de l’Aide à la Jeunesse. De 2009 à 2014, il a été conseiller auprès des ministres de l’enseignement de la Fédération Wallonie-Bruxelles.